INCLUSION scolaire systématique et forcée : Stop à la souffrance de tous dans les écoles !

Jugez aux actes !

Compte-rendu de mandat des Élus FO

Seule FO s'oppose à l'inclusion systématique et indifférenciée imposée par loi Montchamp de 2005, pour de sordides raisons économiques. Au quotidien, personnels et élèves sont en souffrance parce que des enfants se voient refuser un accueil dans un établissement adapté à leurs besoins spécifiques et sont donc **scolarisés par défaut en classe ordinaire** sans bénéficier **des aides éducatives et/ou médicales dont ils ont besoin.**

Aujourd'hui, **près de 200 élèves sont dans l'attente d'une place en IME dans le Vaucluse**. Autant de situations graves, avec chacune un visage, une famille et une équipe enseignante qui doit faire face faute de places dans un établissement médico-sociaux.

Ce que vivent les collègues et les élèves:

- **Des centaines d'heures d'accompagnement notifiées, jamais pourvues** : la MDPH reconnaît un besoin, puis il n'est pas couvert. Un droit pourtant reconnu n'est pas appliqué.

- Très souvent, **des réponses de la part de l'institution qui n'apportent pas de solutions** et qui culpabilisent les collègues.

- 200 enfants en attente d'une place en ESMS, des RASED incomplets, une prise en charge qui recule pour les élèves en grande difficulté scolaire. Ce n'est pas de l'inclusion , c'est de la maltraitance institutionnelle !

- **Des PIAL qui camouflent le manque d'AESH** : mutualiser les moyens, c'est saupoudrer un accompagnement insuffisant, au point de réduire l'aide dont certains élèves bénéficiaient auparavant. Certains élèves ont une notification de 12h et se retrouvent avec seulement 3h d'accompagnement.

- **Des personnels maltraités.** Lors de nos stages, de nombreux collègues ont témoigné, souvent de manière poignante, de situations extrêmement difficiles. Les AESH subissent contrats précaires, temps partiels imposés et rémunérations qui ne permettent pas de vivre. Dans les classes, chaque jour, des enseignants et des AESH subissent chaque jour des coups, se font mordre.. par des élèves en situation de handicap scolarisés par défaut en classe ordinaire faute de place en institut spécialisé. Pour FO, c'est inacceptable.

L'action de Force Ouvrière

Depuis 4 ans, nous avons organisé **5 stages de formation syndicale sur l'inclusion scolaire.** De nombreux collègues y ont témoigné de situations extrêmement difficiles dans leur classe ou leur école. Du premier stage est née la décision de rédiger le **Livre noir de l'inclusion scolaire dans le département,** ouvert aux contributions de tous les collègues. Nous avons ensuite adressé un rapport au syndicat national, qui a été reçu en audience au ministère sur les problèmes de l'inclusion.

Sollicités par nos collègues, **nous sommes intervenus plusieurs fois en urgence** auprès des IEN et des différents Directeurs académiques (Dasen) pour dénoncer des situations explosives dans des écoles et obtenir des solutions pour protéger les collègues et pour que cesse le danger.

Nos représentants à la Formation Spécialisée en matière de Santé, de Sécurité et de Conditions de Travail Départementale (F3SCT D) **ont déposé des signalements de danger grave et imminent directement à la Direction académique** pour que le Dasen prenne des mesures pour faire cesser le danger avec des résultats (création d'une place en IME, prise en charge partielle). Nos représentants à la F3SCT D, après échange avec les collègues concernées, **ont refusé les réponses insuffisantes** apportées par le Directeur académique, ce qui a déclenché des F3SCT D extraordinaires pour obtenir des solutions et **dénoncer le pas de vague de l'institution**.

À ce sujet, après avoir appris que durant des années les signalements de collègues d'une école en souffrance ne parvenaient jamais ni au Comité d'Hygiène et de sécurité ni la F3SCT D qui lui a succédé , FO est intervenue et a obtenu que les violences signalées dans cette école soient communiquées par le DASEN à l'ensemble des élus F3SCT D. Après de multiples interventions, une place en établissement spécialisé a été créée, financée par l'agence régionale de santé, malgré les coupes budgétaires imposées par les récents gouvernements.

Notre fédération porte les demandes des collègues dans toutes les réunions départementales des instances consultatives (CSA, CDEN) pour contraindre l'Administration à agir.

À l'appel de notre fédération, deux rassemblements ont eu lieu à Avignon pour dénoncer les ravages de l'Inclusion systématique et forcée, et **la Conférence nationale sur l'école inclusive organisée par la FNEC FP-FO s'est tenue à Paris le 17 novembre 2023, réunissant 220 délégués.** Force Ouvrière a médiatisé la maltraitance institutionnelle en organisant deux journées de manifestation nationale à Paris le 25 janvier 2024 et le 5 novembre 2026.

Nous revendiquons avec notre Fédération nationale:

- **Un statut de fonctionnaire pour toutes les AESH qui le souhaitent**, avec un temps plein de 24 heures et un vrai salaire. Pas de statut au rabais.
- **L'abandon de l'acte 2 de l'école inclusive.**
- **L'abandon des PIAL et des PAS** (pôles d'appui à la scolarité), et le refus de la mutualisation des AESH entre plusieurs établissements.
- **La création des postes nécessaires** et l'ouverture de places dans les établissements sociaux et médico-sociaux à hauteur des besoins.
- **Le refus de l'inclusion systématique et forcée**, et un véritable droit à un enseignement adapté, avec tous les postes et structures spécialisés nécessaires.
- **Le versement intégral de la prime REP/REP+ aux AESH**, sans prime inférieure à celle des autres personnels.

Voter FO, c'est défendre l'enseignement spécialisé, c'est refuser l'inclusion systématique et forcée et la maltraitance institutionnelle. C'est revendiquer un statut et un salaire décent pour les AESH.

